

Incendie à Rouen : les flammes ne menacent plus l'usine, mais l'inquiétude demeure

Deux jours après l'incendie de l'usine Lubrizol, les inquiétudes persistent sur les conséquences sanitaires et écologiques de cet accident industriel.

Source AFP

Publié le 27/09/2019 à 17:18 | Le Point.fr



Odeur « très entêtante » entraînant parfois des vomissements, galettes d'hydrocarbures sur la Seine, agriculteurs en plein désarroi... L'incendie spectaculaire de l'usine Lubrizol est éteint, mais continue d'inquiéter. « Ça prend la tête et ça donne envie de vomir. J'ai croisé plusieurs personnes qui portaient des masques dans la rue », explique Lou Benoist, photographe en reportage vendredi 27 septembre pour l'Agence France-Presse à Rouen (Seine-Maritime). Le bâtiment de France 3 à Rouen a été évacué vers 11 h 15, car des salariés ont été « victimes de nausées et de vomissements », a expliqué le journaliste Laurent Marvyle à l'antenne de France 3 Caen. France Télévisions emploie 118 personnes à Rouen, selon la direction.

Un peu plus loin dans Rouen, un correspondant de l'Agence France-Presse a aperçu un agent des services municipaux de nettoyage en train d'effectuer son travail habituel, mais équipé d'une combinaison blanche, d'un masque de papier et de gants. Déclenché dans la nuit de mercredi à jeudi 26 septembre, l'incendie était éteint vendredi, mais 120 soldats du feu restaient sur place pour surveiller les points chauds, selon les pompiers. Pas moins de trois ministres étaient attendus vendredi à Rouen. Alors que les écoles sont restées fermées, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a assuré que, « lundi matin, tous les nettoyages auront eu lieu dans les écoles, collèges et lycées qui ont été fermés ». « Seules trois écoles sont concernées par la suie », a expliqué le préfet Pierre-André Durand. Les ministres de la Santé et de la Transition écologique, Agnès Buzyn et Élisabeth Borne, sont aussi attendues sur place.

Lire aussi Incendie de Rouen : les usines Seveso ont-elles leur place en ville ?

L'odeur « très entêtante peut effectivement donner des maux de tête, voire aller jusqu'à des vomissements, mais elle n'est pas synonyme de situation toxique », a expliqué Benoît Jardel, médecin du Samu, lors d'une conférence de presse à la préfecture retransmise par le journal *Paris Normandie*. « Le mercaptan, puisqu'il s'en est dégagé, est un gaz qui, dès une très, très faible concentration, provoque des réactions de l'organisme, mais il faudrait des concentrations très importantes pour avoir des choses à long terme », a ajouté le médecin. En janvier 2013, une fuite de ce gaz sur le site de Lubrizol avait provoqué un nuage nauséabond qui s'était répandu jusqu'en Île-de-France et en Angleterre, incommodant des millions de personnes. Parallèlement, trois personnes déjà atteintes de pathologies respiratoires avant l'incendie ont été hospitalisées pour des complications vendredi matin, selon le médecin. Par ailleurs, des galettes d'hydrocarbures ont fait leur apparition sur la Seine, selon la préfecture. Un bateau équipé d'un chalut antipollution doit les ramasser dans l'après-midi.

« La suite, un problème majeur »

« Il y a une présence de suie qui peut être assez marquée dans certaines zones du territoire », a indiqué le préfet lors d'une conférence de presse. « C'est de la suie qui s'est agglomérée du fait de la pluie, une combinaison d'additifs d'huile de moteur et d'hydrocarbures », a précisé le préfet, c'est-à-dire des matières qui ont brûlé sur le site Lubrizol, une usine classée Seveso seuil haut et qui emploie habituellement 400 personnes. EELV a dénoncé dans un communiqué « des retombées de suie à plus de 30 km (de l'usine), dans les jardins chargés d'hydrocarbure ». « Pour la gestion des suies, nous restons en attente des recommandations préfectorales. Nous attendons des indemnités pour les agriculteurs », à qui l'État a demandé de ne pas nourrir les animaux avec des produits souillés, s'est inquiétée de son côté la Coordination rurale dans un communiqué.

L'association écologiste Robin des bois voit dans les suies un « problème diffus mais majeur ». Elle redoute « des eaux polluées qui vont aboutir ou bien dans la Seine ou bien dans la station d'épuration », selon son porte-parole Jacky Bonnemains. Son association réclame que « des usines comme Lubrizol » soient « beaucoup plus surveillées ». Une demande partagée par la CGT. Le syndicat Solidaires des inspecteurs de l'environnement affirme que l'État n'a pas tenu ses promesses de créations de postes. Pour la CGT « il est scandaleux pour l'État de dire que le groupe Lubrizol respecte la réglementation dans son usine de Rouen alors qu'on vient d'avoir un tel incendie », a estimé Gérard Le Corre, responsable local du syndicat CGT.

L'usine, qui appartient au groupe de chimie américain Lubrizol Corporation, lui-même propriété de Berkshire Hathaway, holding du milliardaire et célèbre investisseur américain Warren Buffett, « est aux normes telle que nous l'avons vue en 2019 », a déclaré le préfet jeudi, même si « elle ne l'a pas toujours été ». Concernant l'incendie de jeudi, le parquet a annoncé l'ouverture d'une enquête pour destructions involontaires.

Reportages, analyses, enquêtes, débats. Accédez à l'intégralité des contenus du Point >>

 **Soyez le premier à réagir**
